

ÉLECTION DES MAIRES AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT

Une proposition qui enchante les acteurs

PAGES 14 - 15



JEUX AFRICAINS DE KARATÉ

Ombres sur la participation du Sénégal

PAGE 23



le soleil

www.lesoleil.sn

JEUDI 22 AOUT 2019

47^{ÈME} ANNÉE N°14769

ISSN 0850/0704 • 200 F.CFA • ZONE CFA 300 FRANCS

SOMMETS SUR LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Macky Sall au G7 et au Ticad7

PAGE 2



CYAN MAGENTA JAUNE NOIR

Lancement de la carte Xeweul

par Me Oumar YOUM
Ministre des Infrastructures,
des Transports Terrestres et
du Désenclavement

08 août 2019
gare de péage de Thiès



www.mta.sn
Lieux de vente:
Espaces clients de Thiès, Trianon, Kikine et Malcoonda
Online via notre site web: www.mta.sn

SOMMETS DU G7 ET DU TICAD7

Macky Sall à Biarritz et Yokohama

L'agenda international du Président de la République prime sur les vacances gouvernementales. De samedi prochain au vendredi suivant, 30 août 2019, Macky Sall sera entre Biarritz, en France, et la ville japonaise de Yokohama, pour y participer, respectivement, aux sommets du G7 et du Ticad7.

Le Chef de l'Etat, Macky Sall, prendra part au sommet du G7 prévu à Biarritz en France. Cette rencontre des sept pays les plus riches au monde se tiendra du 24 au 26 août 2019. Le thème de cette rencontre va porter sur la lutte contre les inégalités. Au cours de la session dédiée à l'Afrique, le 25 août, les dirigeants des pays les plus riches discuteront des questions relatives à la promotion de l'entrepreneuriat féminin et de la transformation digitale en Afrique, à la situation au Sahel, à la transparence dans les mar-

chés publics et à la lutte commune contre la corruption.

Le Président Sall se rendra ensuite au Japon, pour participer à la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad 7) qui se tiendra dans la ville nipponne de Yokohama du 28 au 30 août 2019. Ce sommet se focalisera essentiellement sur trois thématiques majeures à savoir la transformation économique et la diversification ; la résilience et la sécurité humaine ; enfin la paix, la sécurité et la stabilité.

En marge de ces deux rencon-



tres, le Président Sall aura également des entretiens bilatéraux.

Le retour du Chef de l'Etat est prévu le 2 septembre 2019.

Aly DIOUF

PARRAINAGE, BULLETIN UNIQUE, FINANCEMENT DES PARTIS

Les propositions de la société civile sénégalaise

C'est relativement aux questions de l'heure, sur le plan politique, que les membres de la société civile sénégalaise, regroupés au sein du Collectif des organisations de la société civile pour les élections (Cosce) ont fait des propositions. Il s'agit notamment du parrainage citoyen, du bulletin unique ou encore du financement des partis politiques.



Le Collectif des organisations de la société civile pour les élections en conférence de presse

C'est utile, mais perfectible. Le professeur de droit à l'Université Cheikh Anta Diop, Ngouda Mboup, dans son analyse du parrainage citoyen, estime qu'il est important certes, mais présente bien des limites. «Il a, au moins, permis d'éviter la floraison de candidatures. Mais au-delà de cela, c'est un parrainage qui pose un certain nombre de problèmes dans ses modalités d'application, notamment dans le système de collecte. Les supports utilisés, le contrôle des parrainages», a-t-il expliqué, hier, lors de la présentation du «recueil de contributions citoyennes» par le Collectif des organisations de la société civile pour les élections (Cosce), doivent être revus. Pour ce qui est des modalités d'application du parrainage, Ngouda Mboup estime que le législateur sénégalais

n'a pas pris le soin de modéliser la fiche de parrainage, ce qui a permis aux partis et coalitions politiques de la reproduire et même d'y mettre leur logo ou leur photo, sans violer la loi. Pour lui, la collecte mise en place a aussi favorisé des techniques de contournement de la loi. Pour ce qui est du contrôle du parrainage, le professeur Mboup estime que les référents sont «imprécis» car l'électeur ne peut parrainer qu'une seule liste de candidature.

Selon lui, les élections locales sont constituées de plusieurs listes. C'est pourquoi, Ngouda Mboup estime qu'il y a lieu de réformer le cadre juridique et fonctionnel du parrainage et revoir à la hausse le taux de parrainage exigé des collectivités territoriales. Enfin, il appartient aussi aux autorités de parrainer

plus de deux listes de candidatures. Lors de cette rencontre, il a aussi été question de l'utilisation du bulletin unique. Pour Valdiodio Ndiaye, expert électoral, ce bulletin unique a l'avantage de permettre la rationalisation des coûts d'impression et aussi de mettre un terme à la corruption le jour du vote.

Tout en invitant les acteurs politiques à trouver un consensus sur la question, il signale qu'actuellement, en Afrique, le Sénégal fait partie du trio des pays qui n'appliquent pas ce bulletin unique avec l'Algérie et le Gabon. Le financement des partis politiques a aussi été abordé par Ndiaga Sylla qui est revenu sur les différents modèles sur lesquels le Sénégal pourrait s'inspirer. A cet effet, il a recommandé qu'on adopte une législation sur le financement public direct et indirect des partis politiques, tout en définissant les critères d'éligibilité au financement public des partis. Pour lui, il est nécessaire de veiller à «l'utilisation judicieuse» des fonds publics en fixant les types de dépenses à supporter par ces fonds.

Revenant sur la publication de ce recueil, Mondiaïe Cissé, coordonnateur de l'Ong 3D estime qu'au Sénégal, le code électoral est bon, selon le camp politique où l'on se trouve. C'est pourquoi, les acteurs l'interprètent souvent différemment. Toutefois, il signale que le recueil est un «proposition citoyenne» dénuée de toute connotation partisane.

Maguette NGONG

ACCIDENTS MORTELS

L'Apr présente ses condoléances

La récurrence des accidents de la circulation préoccupe l'Alliance pour la République (Apr). «C'est avec une immense consternation et une profonde douleur, que nous avons appris la mort accidentelle de 12 compatriotes (sept sur la Route de Fatick et cinq autres dans le Bignona)», déclare le parti politique dans un communiqué

de presse. La formation politique présente, par la même occasion, ses condoléances aux familles éplorées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés, ajoute le document. Les «apéristes» adressent aussi leurs condoléances au roi d'Oussouye suite au décès de son porte-parole.

A. DIOUF

JEAN-YVES OLLIVIER, PRESIDENT DE LA FONDATION BRAZZAVILLE «L'implication de l'Union africaine est indispensable pour résoudre la crise en Lybie»

Il y a un peu plus d'un an, se tenait, à Dakar, la première rencontre inter-libyens pour la recherche de la paix dans ce pays déchiré par une guerre fratricide entre les différentes factions militaires. Dans cet entretien exclusif, le président de la Fondation Brazzaville, Jean-Yves Ollivier, explique les conditions nécessaires à la seconde édition des rencontres inter-libyennes de Dakar.

Il y a un an, se réunissaient à Dakar, pour la première fois, des leaders libyens venus discuter de leurs blessures afin de mieux appréhender l'avenir. Que s'est-il passé depuis ?

A Dakar, en mai 2018, se sont effectivement réunies les parties prenantes exclusivement libyennes pour une première rencontre, à leur demande, qui devait ouvrir la voie à d'autres initiatives en faveur de la paix en Lybie. Cependant, les grandes puissances dont la France ont souhaité que cette négociation s'arrête pour laisser la place aux tentatives entreprises notamment lors d'un mini-sommet qui a eu lieu à Paris en décembre de la même année, à l'initiative du gouvernement français. Nous avons donc suspendu d'autres réunions inter-libyennes pour donner la chance à l'initiative française. Malheureusement, comme nous avons pu le constater, rien de concret n'a été fait à l'issue de ce sommet et la situation n'a cessé de se détériorer avec notamment l'offensive du général Haftar sur la ville de Tripoli. Toutefois, nous restons convaincus que seules des rencontres comme celle de Dakar, préparant à une grande conférence sous l'égide de l'Union africaine (Ua), pourraient donner, à coup sûr, des résultats concrets. Nous avons gardé le contact avec tous les intervenants de la première rencontre de Dakar qui, bien entendu, sont tous prêts à revenir au Sénégal pour essayer de trouver ensemble et en terre africaine une solution définitive de sortie pacifique de la crise libyenne.

Êtes-vous toujours en contact avec toutes les factions notamment avec le général Haftar ?

Sarage s'est rendu à Brazzaville pour rencontrer le président Denis-Sassou Nguesso et il lui a dit son mécontentement devant le manque de réaction de l'Ua. Il a exprimé également son espoir de voir l'Ua accepter de s'approprier le dossier libyen. Nous avons gardé le contact avec l'ensemble des participants de la réunion de Dakar. Mais nous n'avons pas encore eu de communication particulière avec le général Haftar ou ses représentants. Une grande partie du peuple libyen ou des faiseurs d'opinions semble continuer à être ignorée par les grandes puissances. C'est le cas de Belhadj, et aussi de Saïf El Islam. Les Khadafistes sont pratiquement restés silencieux depuis la chute du régime et ne semblent pas



être associés, ni écoutés dans aucune négociation. Pis, certains d'entre eux, résidant en Égypte, subiraient même des intimidations, notamment de la part de l'exécutif égyptien. Le général Haftar, comme on le sait, était persuadé de s'emparer de Tripoli dans un délai de trois jours. On voit le résultat.

A partir des contacts que nous continuons à avoir d'une part, avec les différents intervenants et ceux à qui personne ne parle et d'autre part avec l'Ua, tout nous laisse croire que nous allons vers une conférence prônée par l'Ua et qui regroupera l'ensemble des parties et, ne sera pas sous influence ni des uns ni des autres. Je reste donc à l'écoute des Libyens avec qui je suis en dialogue permanent. Tous m'encouragent à renouveler la rencontre de Dakar. Cependant, cela ne pourrait être possible que si ça entre dans la préparation d'un dialogue plus large à l'Ua et avec l'appui de cette institution. En ce qui concerne le général Haftar, nous sommes pour un dialogue inclusif. Je crois qu'aujourd'hui, qu'il est dans une situation qu'il n'a pas d'autre choix que de revenir à la table des négociations.

Quand aura lieu la prochaine rencontre libyenne à Dakar et qu'elle en sera le sujet ?

L'objectif d'une nouvelle réunion à Dakar est de permettre la préparation des bases d'une conférence élargie avec l'Ua. S'il devait avoir lieu, nous espérons que «Dakar 2» puisse intervenir bien avant la conférence générale de l'Ua. Le rôle de la fondation Brazzaville sera de participer à la définition des bases consensuelles avec toutes les parties, de la conférence générale de l'Ua. Dès que nous aurons l'accord de l'Ua, nous commencerons nos démarches pour réfléchir sur la date de la deuxième édition de la rencontre inter-libyennes de Dakar.